



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) – 2021PA50007  
RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES ADOUCISSEURS,  
ANALYSES ET TRAITEMENT DES EAUX DES ETABLISSEMENTS DU GHT DE LA  
BOURGOGNE MERIDIONALE**

# SOMMAIRE

Article 1 - Identification des parties .....	4
1.1 - Pouvoir adjudicateur .....	4
1.2 - Titulaire .....	4
Article 2 - Objet du marché .....	4
Article 3 - Décomposition en lot(s) .....	4
Article 4 - Phase(s) .....	4
Article 5 - Tranche(s) .....	4
Article 6 - Durée du marché .....	4
Article 7 - Marché complémentaire .....	4
Article 8 - Forme du marché .....	4
Article 9 - Documents contractuels .....	5
9.1 - Pièces constitutives du marché .....	5
9.2 - Pièces modificatives du marché .....	5
Article 10 - Sous-traitance .....	5
Article 11 - Conditions d'exécution du marché .....	6
11.1 - Dispositions générales .....	6
11.2 - Emission des commandes .....	6
11.3 - Délais d'exécution .....	6
11.4 - Expiration des délais d'exécution .....	6
11.5 - Prolongation des délais d'exécution .....	6
11.6 - Sursis d'exécution .....	6
11.7 - Lieu d'exécution .....	6
11.8 - Suivi de l'exécution du marché .....	6
Article 12 - Modalités de détermination des prix .....	7
12.1 - Répartition des paiements .....	7
12.2 - Forme des prix .....	7
12.3 - Détermination des prix .....	7
12.4 - Taux de remise .....	7
12.5 - Evolution des prix .....	7
12.6 - Clause butoir .....	7
Article 13 - Evolution du parc .....	7
Article 14 - Opération de vérification et décision après vérification .....	8
Article 15 - Garantie .....	8
Article 16 - Avance .....	8
16.1 - Avance du titulaire .....	8
16.2 - Avance du sous-traitant .....	8
Article 17 - Cautionnement .....	8
Article 18 - Modalités de règlement .....	9
18.1 - Paiements partiels définitifs .....	9
18.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif .....	9
18.3 - Remise des demandes de paiement partiel définitif .....	9
18.4 - Acceptation des demandes de paiement partiel définitif .....	10
18.5 - Mode de règlement .....	10
18.6 - Intérêts moratoires .....	10
Article 19 - Nantissement / cession de créance .....	10
Article 20 - Pénalités .....	11
20.1 - Pénalités de retard .....	11
20.2 - Pénalités pour erreur de facturation .....	11
20.3 - Pénalités pour non transmission d'information .....	11
20.4 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance .....	11
20.5 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance .....	11
20.6 - Pénalités pour travail dissimulé .....	11
Article 21 - Exécution aux frais et risques .....	11
Article 22 - Assurances .....	11
Article 23 - Connaissance des lieux .....	12
Article 24 - Sécurité et hygiène .....	12
Article 25 - Titulaire étranger .....	12

Article 26 - Sous-traitant étranger .....	12
Article 27 - Changement de situation du titulaire.....	13
Article 28 - Langue.....	13
Article 29 - Transmission des pièces mentionnées aux articles R 2143-6 à R 2143-10 et R 2143-16 du Code de la commande publique.....	13
Article 30 - Résiliation .....	13
30.1 - Décès ou incapacité civile du titulaire .....	13
30.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
30.3 - Incapacité physique du titulaire.....	14
30.4 - Difficulté d'exécution du marché .....	14
30.5 - Faute du titulaire .....	14
30.6 - Intérêt général .....	15
Article 31 - Règlement des différends / litiges .....	15
31.1 - Différends.....	15
31.2 - Litige.....	15
31.3 - Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics .....	15
Article 32 - Dérogations aux articles du CCAG.....	15

## **Article 1 - Identification des parties**

### **1.1 - Pouvoir adjudicateur**

Le terme « pouvoir adjudicateur » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Mâcon.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Mâcon
Adresse postale	350 Boulevard Louis Escande
Ville	Mâcon
Code postal	71000
Pays	France

### **1.2 - Titulaire**

Le terme « titulaire » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

## **Article 2 - Objet du marché**

Le marché a pour objet la maintenance préventive, curative des adoucisseurs, l'analyse et le traitement des eaux des établissements du GHT Bourgogne Méridionale.

## **Article 3 - Décomposition en lot(s)**

Le marché est composé de 4 lots :

Lot 1 : Maintenance des adoucisseurs, analyse et traitement des eaux du Centre hospitalier de Mâcon

Lot 2 : Maintenance des adoucisseurs du Centre hospitalier du Pays Charolais Brionnais

Lot 3 : Maintenance des osmoseurs du Centre hospitalier du Pays Charolais Brionnais

Lot 4 : Maintenance des adoucisseurs du Centre hospitalier de Tournus

## **Article 4 - Phase(s)**

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

## **Article 5 - Tranche(s)**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **Article 6 - Durée du marché**

Le marché prendra effet à compter du 1 janvier 2022 et ce jusqu'au 30 juin 2023.

A l'issue, il pourra être reconduit deux fois par période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 42 mois. La décision de reconduire le marché interviendra de manière tacite, sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à avertir le titulaire. La décision de non-reconduction interviendra par lettre recommandée avec accusé réception au plus tard un mois avant la fin de la période en cours de marché.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

## **Article 7 - Marché complémentaire**

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure avec le titulaire un marché complémentaire afin de renouveler partiellement des fournitures et/ou des installations d'usage courant, ou de procéder à l'extension d'installations existantes.

## **Article 8 - Forme du marché**

Le marché est passé sous la forme d'un marché avec une partie forfaitaire pour la maintenance et pour la partie pièces détachées et les accessoires, les prestations font l'objet d'un marché à bon de commande conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique.

## Article 9 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

### 9.1 - Pièces constitutives du marché

#### PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles datés et signés, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- les bordereaux de prix ou la décomposition du prix global et forfaitaire **complétés, datés et signés**, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le mémoire technique, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les clauses applicables seront, sauf erreur manifeste, celles indiquées dans les documents qui sont les mieux placées dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

#### PIECE GENERALE

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services dans sa version en date du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

#### CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis,...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

### 9.2 - Pièces modificatives du marché

Après sa conclusion, le marché peut éventuellement être modifié par des avenants, des certificats administratifs et des actes spéciaux de sous-traitance.

## Article 10 - Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fourniture courantes et de services, le titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 version avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égale ou supérieur à 600,00 TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

## **Article 11 - Conditions d'exécution du marché**

### **11.1 - Dispositions générales**

Les prestations doivent répondre durant toute la durée du marché, aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières.

### **11.2 - Emission des commandes**

Par dérogation à l'article 3.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché s'exécute au moyen de bons de commande. Ces bons de commande sont établis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet les bons de commande au titulaire par courrier, par fax ou par courriel.

Chaque bon de commande doit indiquer les informations suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale et l'adresse du créancier
- Le numéro du bon de commande
- La référence du marché
- La nature des prestations à exécuter
- Le prix forfaitaire HT de chaque prestation
- Le lieu d'exécution des prestations
- La date d'exécution des prestations
- Le montant HT du bon de commande
- Toute référence utile à l'exécution du bon de commande

Lorsque que le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de 2 jours calendaires à compter de la date d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### **11.3 - Délais d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fourniture courantes et de services, les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

### **11.4 - Expiration des délais d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et services, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'achèvement des prestations. Dans le cas où les prestations ne sont pas effectuées à la date limite de validité du marché, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'admission des prestations.

### **11.5 - Prolongation des délais d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution des prestations du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge les délais d'exécution des prestations. Les délais ainsi prolongés ont les mêmes effets que les délais contractuels.

Pour bénéficier de ces prolongations le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 48 heures ouvrées à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels prescrits. Il indique également au pouvoir adjudicateur la durée des prolongations demandées. Le pouvoir adjudicateur dispose de 48 heures ouvrées, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation des délais d'exécution des prestations ne peut être présentée après l'expiration des délais contractuels définis à l'article 12.3 du présent cahier des clauses administratives particulières.

### **11.6 - Sursis d'exécution**

Un sursis d'exécution des prestations peut être accordé au titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies aux articles 21.4 et 21.5 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

### **11.7 – Lieu d'exécution**

Cf. annexe 1 du CCAP

### **11.8 - Suivi de l'exécution du marché**

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au titulaire la communication de toute information utile, Consultation n°2021PA50007- Maintenance préventive et corrective des adoucisseurs, analyses et traitement des eaux des établissements du GHT de la Bourgogne Méridionale -- CCAP

notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut en aucune manière se soustraire à cette obligation.

## **Article 12 - Modalités de détermination des prix**

### **12.1 - Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, à ses cotraitants et aux sous-traitants éventuels.

### **12.2 - Forme des prix**

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et définitifs.

### **12.3 - Détermination des prix**

Par dérogation aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix figurant dans l'acte d'engagement sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent cahier des clauses administratives particulières et dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire reconnaît que les prix sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations de maintenance
- Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (gestion administrative, assurances, frais postaux,...)
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

### **12.4 - Taux de remise**

Les différents taux de remise proposés par le titulaire dans les bordereaux de prix unitaires s'appliquent pendant toute la durée du marché.

### **12.5 - Evolution des prix**

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix des prestations sont des prix révisable à la hausse comme à la baisse.

L'ajustement des prix intervient au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année d'exécution du marché. Le premier ajustement des prix ne peut intervenir avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023. Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande d'ajustement des prix. Ils devront être transmis au pouvoir adjudicateur au plus tard 1 mois avant la date de reconduction du marché. A défaut, les mêmes tarifs seront reconduits pour l'année suivante.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur une nouvelle décomposition du prix global et forfaitaire récapitulant les prix correspondant à l'offre de base, les anciens prix ajustés (le cas échéant) et les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix sont alors fermes jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter de cette date.

### **12.6 - Clause butoir**

Par dérogation à l'article 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, l'application de l'article 13.4 du cahier des clauses administratives particulières ne peut entraîner une hausse des prix, pour chaque prestation prévue au marché, et par période de 12 mois, supérieur à 1,50 %.

Dans le cas où la révision des prix est supérieure à 1,50 %, le pouvoir adjudicateur résilie, par dérogation à l'article 38 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

## **Article 13 - Evolution du parc**

Au cours du marché, des équipements, prévus à l'annexe 2 du cahier des clauses techniques particulières, peuvent être reformés, vendus ou donnés. Dans ce cas, le prix des prestations facturées au pouvoir adjudicateur par le titulaire est égale à :

- Prix forfaitaire de l'équipement concerné x [nombre d'intervention(s) réalisée(s) / nombre d'intervention(s) devant être effectuée(s)]

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur acquière en cours de marché un équipement similaire à l'objet du marché, le titulaire s'engage à le prendre en charge. Si un équipement similaire est déjà présent à l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières, le prix des prestations facturées pouvoir adjudicateur par le titulaire est égale à :

- Prix forfaitaire de l'équipement concerné x [nombre d'intervention(s) à réaliser / nombre d'intervention(s) devant être effectuée(s)]

Si aucun équipement similaire ne figure pas à l'annexe 2 du cahier des clauses techniques particulières, le titulaire doit alors transmettre au pouvoir adjudicateur le prix des prestations correspondant à sa prise en charge.

## **Article 14 - Opération de vérification et décision après vérification**

### *Vérification quantitative simple*

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle effectivement exécutée.

### *Vérification qualitative simple*

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché ou de la commande.

## **Article 15 - Garantie**

Les dispositions de l'article 33 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

## **Article 16 - Avance**

### **16.1 - Avance du titulaire**

Une avance sera accordée selon les modalités fixées à l'article R2193-1 du code de la commande publique. Le candidat peut renoncer à cette avance en cochant « je renonce au bénéfice de l'avance » à l'article B4 de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché par application de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues conformément aux articles R2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### **16.2 - Avance du sous-traitant**

Sauf renoncement du sous-traitant porté à l'acte spécial, une avance forfaitaire est versée au sous-traitant conformément à l'article R2191-8 du code de la commande publique. Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'acte spécial si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance versé au sous-traitant ne peut, conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

## **Article 17 - Cautionnement**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.



## **Article 18 - Modalités de règlement**

### **18.1 - Paiements partiels définitifs**

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations prévues au marché sont des paiements partiels définitifs.

### **18.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif**

Par dérogation aux articles 11.3 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les demandes de paiement afférentes au marché sont établies en un original et une copie comportant, en plus des mentions légales, les indications suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur (débiteur)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date de l'intervention
- La période de facturation (le cas échéant)
- L'intitulé des prestations exécutées (le cas échéant)
- L'intitulé de l'équipement dépanné (le cas échéant)
- Le nombre d'heure d'intervention (le cas échéant)
- L'intitulé et les quantités des fournitures remplacées (le cas échéant)
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établie une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, le pouvoir adjudicateur retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les demandes de paiement partiel définitif doivent être décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

### **18.3 - Remise des demandes de paiement partiel définitif**

Les demandes de paiement partiel définitif sont remises au pouvoir adjudicateur conformément aux articles 11.5.1 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Les factures seront transmises, de manière trimestrielle après réalisation de la prestation et réception des rapports, par voie dématérialisée, conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, via la plateforme Chorus Portail Pro. La procédure est alors la suivante :

- S'inscrire sur la plateforme Chorus Portail Pro en créant un compte fournisseur.
- Lors d'une commande, les références du bon de commande devront être rappelées sur la facture de même que le numéro de SIRET de l'établissement.
- Déposer sa facture sur Chorus Portail Pro.
- Réception des factures électroniques par l'établissement via cette plateforme et paiement.

*Cf. ANNEXE 1 au CCAP.*

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le titulaire pourra donner sa créance en nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-53 du code de la commande publique.

En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement définitif et à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

En cas de sous-traitance, le titulaire dispose, conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, d'un délai de 15 jours à compter de la réception des demandes de paiement partiel définitif adressée par les sous-traitants pour transmettre au pouvoir adjudicateur une attestation signée en double exemplaire indiquant la sommes éventuellement à payer pour chaque sous-traitant. La somme à payer doit tenir compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance et inclut la TVA. Si le titulaire qui a conclu l'acte spécial n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par chaque sous-traitant. Il informe, par ailleurs, le titulaire des paiements qu'il effectue pour chaque sous-traitant.

#### **18.4 - Acceptation des demandes de paiement partiel définitif**

Les dispositions de l'article 11.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

#### **18.5 - Mode de règlement**

Par dérogation aux articles 11.7, 12.1.1 et 12.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, les prestations exécutées par chaque sous-traitant et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées conformément aux stipulations prévues par l'acte spécial de sous-traitance.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Conformément à l'article R2192-12 du code de la commande publique, le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement. Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

La monnaie de facturation est l'Euro

L'ordonnateur des dépenses est mentionné à l'annexe 1 du présent cahier des clauses administratives particulières.

#### **18.6 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par l'article R2192-11 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le montant des intérêts moratoire est calculé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal dans les contrats de la commande publique.

En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ prévue à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

#### **Article 19 - Nantissement / cession de créance**

Conformément aux dispositions des articles R2191-46 et R2191-47 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance au

comptable assignataire mentionné à l'article 18.5 du présent cahier des clauses administratives particulières.

## **Article 20 - Pénalités**

### **20.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les pénalités de retard commencent à courir sous réserve des stipulations prévues aux articles 12.5 et 12.6 du présent cahier des clauses administratives particulières, et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, lorsque la date d'intervention définie à l'article 4.1 du cahier des clauses techniques particulières est dépassée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité journalière est de 50 euros

R = le nombre de jours calendaires de retard

### **20.2 - Pénalités pour erreur de facturation**

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, au titulaire une pénalité forfaitaire de 25 euros pour chaque erreur de facturation.

### **20.3 - Pénalités pour non transmission d'information**

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur les informations prévues à l'article 12.8 du présent cahier des clauses administratives particulières, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 50 euros par jour calendaire de retard.

### **20.4 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance**

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard.

### **20.5 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance**

Les dispositions de l'article 3.6.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

### **20.6 - Pénalités pour travail dissimulé**

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

## **Article 21 - Exécution aux frais et risques**

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire ou dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter totalement ou partiellement des prestations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

## **Article 22 - Assurances**

Par dérogation à l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard  
Consultation n°2021PA50007- Maintenance préventive et corrective des adoucisseurs, analyses et traitement des eaux des établissements du GHT de la Bourgogne Méridionale -- CCAP

du pouvoir adjudicateur et des tiers, en cas de dommage corporel, matériel et/ou immatériel, causés par l'exécution des prestations prévues au marché.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations, les attestations en cours de validité émanant de sa/ses compagnie(s) d'assurance permettant d'établir l'étendue des responsabilités garanties. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit, s'il y a lieu, souscrire, à ses frais, une police d'assurance complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques des prestations prévues au marché.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché, conformément à l'article 31.6 du cahier des clauses administratives particulières.

### **Article 23 - Connaissance des lieux**

Le titulaire est supposé avoir pris connaissance, avant la remise de son offre, des différentes contraintes liées à l'exécution du marché. A ce titre, le titulaire ne peut en aucune manière se prévaloir auprès du pouvoir adjudicateur de surcoûts ultérieurs ou de prolongation de délais, liés à l'absence de reconnaissance du/des lieu(x) d'exécution des prestations.

### **Article 24 - Sécurité et hygiène**

Par dérogation à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel ou ses préposés les dispositions définies dans :

- Le règlement intérieur des établissements
- Les consignes de sécurité aux abords des établissements
- Les consignes de sécurité et d'hygiène des établissements

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché, si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Le personnel du titulaire ou de ses préposés doit être facilement identifiable, et pouvoir justifier de leur appartenance à leurs entreprises, ou être mandatés par elles.

### **Article 25 - Titulaire étranger**

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Les prix libellés en Euro restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### **Article 26 - Sous-traitant étranger**

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R 2193-1 et R2193-3 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché (*indiquez le numéro et la date du marché*) ayant pour objet (*mentionnez l'objet du marché*). Ceci concerne notamment la Loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement partiel seront libellées en euros et soumises aux stipulations définies aux articles 18 du présent cahier des clauses administratives particulières et aux dispositions mentionnées à l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

## **Article 27 - Changement de situation du titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements
- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société

Ces changements doivent impérativement être signalés avant l'émission de toute nouvelle demande de paiement partiel définitif. L'inobservation de ces règles d'information par le titulaire délie le pouvoir adjudicateur du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

De plus, dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents suivants :

- Les personnes ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements

Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société complétée par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

## **Article 28 - Langue**

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, factures,...) et les échanges (courriers, courriels, fax,...) doivent être rédigés en langue française.

## **Article 29 - Transmission des pièces mentionnées aux articles R 2143-6 à R 2143-10 et R 2143-16 du Code de la commande publique**

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail. Si le titulaire est établi dans un autre Etat que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le titulaire devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 30 - Résiliation**

### **30.1 - Décès ou incapacité civile du titulaire**

Les dispositions de l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

### **30.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Par dérogation aux dispositions de l'article 39.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse à la mise en demeure dans un délai de 31 jours calendaires, la résiliation du marché est prononcée de plein droit. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou s'il lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend alors effet à la date de la décision de l'administrateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration de la mise en demeure. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation prend effet à la date de l'évènement. Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **30.3 - Incapacité physique du titulaire**

Les dispositions de l'article 39.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

### **30.4 - Difficulté d'exécution du marché**

Les dispositions de l'article 40.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

### **30.5 - Faute du titulaire**

Par dérogation à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire n'a pas respecté les obligations contractuelles mentionnées dans le cahier des charges
- Le titulaire n'a pas transmis les documents mentionnés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 et R 2143-16 du Code de la commande publique
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement
- Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur dans le cadre des articles 17 et 22 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 27 du présent cahier des clauses administratives particulières
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, ne pas pouvoir exécuter ses engagements
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs
- L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Hormis les trois derniers cas, la résiliation du marché peut intervenir après une mise en demeure restée infructueuse. La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations prévues au marché. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

### 30.6 - Intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'a pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, défini à l'article 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

### Article 31 - Règlement des différends / litiges

#### 31.1 - Différends

Les dispositions de l'article 46 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

#### 31.2 - Litige

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent sera celui du domicile du pouvoir adjudicateur (tribunal de DIJON).

#### 31.3 - Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics

Conformément à l'article L2197-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Nom officiel	Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Personne référente	Mme Anita AUBIN
Adresse postale	1 Boulevard Vivier merle
Ville	Lyon Cedex 03
Code postal	69443
Pays	France
Téléphone	04.26.99.28.33

### Article 32 - Dérogations aux articles du CCAG

Les articles du CCAP suivants dérogent aux articles du Cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 10 – Sous-traitance déroge à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 11.2 - Emission des commandes déroge à l'article 3.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 11.3 - Délais de livraison déroge à l'article 13.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 11.4 - Expiration des délais de livraison déroge à l'article 13.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 12.3 - Détermination des prix déroge à l'article 10.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 12.5 - Evolution des prix déroge aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 12.6 - Clause butoir déroge à l'article 10.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 18.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif déroge aux articles 11.3 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 18.5 - Mode de règlement déroge aux articles 11.7, 12.1.1 et 12.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 20.1 - Pénalités de retard déroge aux articles 14.1 et 14.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 20.2 - Pénalités pour indisponibilité déroge à l'article 14.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 20.3 - Pénalités pour erreur de facturation déroge à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 20.4 - Pénalités pour non transmission d'information déroge à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 20.5 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance déroge à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 20.6 - Pénalités pour travail dissimulé déroge à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 22 - Assurances déroge à l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 24 - Sécurité et hygiène déroge à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 30.2 - Redressement ou liquidation judiciaire déroge à l'article 39.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 30.5 - Faute du titulaire déroge à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

L'article 30.6 - Intérêt général déroge à l'article 42 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.